

Intégration continentale et forces armées

Depuis les attaques terroristes du 11 septembre, les États-Unis ne cessent de répéter au Canada que la « sécurité prime sur le commerce ». Cela signifie en fait que si le Canada n'appuie pas entièrement la lutte au terrorisme du président George Bush, les É.-U. fermeront leurs frontières aux produits canadiens. Notre gouvernement n'a pas déçu à ce jour. Le Canada a sensiblement augmenté ses dépenses militaires afin de participer aux guerres américaines en sol étranger et les demandes américaines sont au cœur de notre politique étrangère.

Pourquoi l'Afghanistan?

À mesure que les pertes canadiennes continuent à augmenter en Afghanistan, il devient de plus en plus évident que notre gouvernement a appuyé cette mission afin de calmer les États-Unis. Selon un récent reportage de la CBC, Jean Chrétien n'a pas tenu compte de l'avis des forces armées lorsqu'il a décidé d'envoyer 2 000 soldats en Afghanistan en février 2003. Il sauvait ainsi l'honneur du Canada vis-à-vis de George Bush, qui voulait les troupes canadiennes en Iraq. L'ancien ministre de la défense Bill Graham a admis en 2005 que « réparer les pots cassés avec l'administration Bush » a pesé dans la balance lorsque le Canada a entrepris de participer à la mission très dangereuse dans le sud de l'Afghanistan.

Puisque le Canada a engagé la majorité de ses ressources militaires à la guerre en Afghanistan, notre participation aux missions de maintien de la paix des Nations Unies en souffre. Avant le milieu des années 1990, le Canada comptait parmi les dix principaux pays qui contribuaient aux forces de l'ONU. En 2005, le Canada occupait le 35e rang parmi 96 pays participants. Aujourd'hui, la contribution canadienne aux missions de maintien de la paix de l'ONU remplirait un autobus : 56 soldats, parmi les 66 786 soldats déployés dans des opérations de l'ONU à travers le monde.

Le virage balistique

Quoique le Canada ait officiellement refusé le projet de défense antimissile en 2005, la participation canadienne au projet américain reste à l'ordre du jour. Le premier ministre Stephen Harper a dit être prêt à en discuter avec le président Bush, et l'ancien ambassadeur canadien aux É.-U. Frank McKenna a invité le parti libéral à réexaminer sa position. Tout ceci alors que les États-Unis ont adopté une nouvelle politique de l'espace musclée qui fait fi de tout accord de contrôle de l'armement futur et revendique le droit d'interdire l'accès à l'espace à quiconque serait « hostile aux intérêts américains ».

Une politique étrangère commune

En septembre 2006, le ministère des Affaires extérieures et du Commerce International soumettait au Parlement une liste de directives stratégiques. Tout en haut de la liste se trouvait : « plus de coopération avec les États-Unis », notamment dans les missions militaires à l'étranger, ceci afin de « montrer l'appui du Canada aux priorités américaines ». Ceci malgré un sondage sur la politique internationale fait par l'Université d'Ottawa en octobre 2005, cité dans le rapport du MAECI, révélant que 83 pour cent des Canadiens pensent que nous devrions avoir une politique étrangère indépendante même si cela déplaît aux États-Unis.

Que pouvons-nous faire?

Le gouvernement conservateur actuel sait bien que l'intégration militaire avec les É.-U n'est pas populaire. À moins de se faire entendre, le Canada continuera de s'enliser dans la guerre au terrorisme américaine, une guerre qui a contribué à rendre le monde encore moins sécuritaire. Le Canada doit renouer avec son histoire et jouer un rôle de chef de file dans le maintien de la paix.

